

Référendum : l'irruption démocratique

Retour sur les référendums luxembourgeois, néerlandais et français. Crise de légitimité du projet néolibéral et espoir d'un renouveau démocratique.

Adrien
Thomas

Pendant près de deux ans, les membres de la Convention européenne étaient réunis, dans le bâtiment du Parlement européen à Bruxelles, pour élaborer un projet de Constitution. Les gouvernements leur avaient demandé de contribuer à réduire le « déficit démocratique » de l'Union européenne. Ironiquement, les votes populaires sur le résultat de leurs travaux auront révélé toute l'ampleur du fossé entre les citoyens européens et leurs gouvernants, débouchant sur une crise de légitimité sans précédent de l'Union européenne. Pour la première fois, les peuples d'Europe ont pu véritablement débattre des choix de la politique européenne. Le résultat est un désaveu massif d'un texte qui retenait les grands principes de la construction européenne de ces vingt dernières années.

Les débats en France, aux Pays-Bas et aussi au Luxembourg auront vu une intense remobilisation et repolitisation des couches populaires. Alors que le Non irlandais au traité de Nice en 2001 et le refus danois de la monnaie unique en 2000 avaient surtout été l'expression d'une morosité diffuse, les Non français et néerlandais ont été portés par une forte participation électorale (de l'ordre de 70 % et de 63 %). Dans ces deux pays, la victoire du Non a été massivement le fait des ouvriers, employés et jeunes. La forte proportion de votes Non au Luxembourg (43 %) repose sur une même base sociologique : 67 % des ouvriers et 46 % des employés ont voté Non, ainsi que 62 % des jeunes de moins de 25 ans (sondage Eurobaromètre du 18 juillet). Probablement, le vote Non aurait été encore plus important si une partie importante des couches sociales les plus favorables au Non n'avaient pas été exclues de la participation

électorale du fait de leur nationalité. Le vote des ressortissants portugais et italiens, travaillant souvent comme ouvriers ou employés, aurait sans doute fait monter le score du Non.

Une campagne mouvementée

La France, les Pays-Bas et le Luxembourg ont vu une polarisation similaire du débat entre, d'un côté, les élites et les couches sociales les plus favorisées, et, de l'autre, les catégories populaires. Plus les partisans du Oui se sont agités dans leurs zones réservées institutionnelles et médiatiques, plus ils ont nourri les doutes et les réticences de l'électorat populaire. Le degré de fermeture ou d'ouverture des systèmes politiques à l'égard des arguments des partisans du Non était cependant inégal dans les trois pays. La France – pays avec une tradition politique contestataire, une conflictualité sociale importante et un pluralisme historique à gauche – a connu les fissures les plus importantes au sein même de l'establishment politique. Le Non y a été incarné par d'éminents représentants du centre gauche, comme l'ancien Premier ministre Laurent Fabius, et des socialistes ou écologistes de gauche (Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Francine Bavay). Il a également été porté par des courants plus marginaux tels que le Parti communiste français ou les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire. L'organisation syndicale la plus importante, la CGT, s'est aussi prononcée pour le Non. Les Pays-Bas, caractérisés par une culture politique plus consensuelle que la France,

Le degré de fermeture ou d'ouverture des systèmes politiques à l'égard des arguments des partisans du Non était cependant inégal dans les trois pays.

Adrien Thomas a été membre du Comité pour le Non à la Constitution européenne.



ont vu l'engagement de tous les grands partis politiques, des organisations patronales, des confédérations syndicales et des Eglises en faveur de la Constitution. La campagne pour le Non aux Pays-Bas a surtout été conduite par des collectifs militants et une formation issue de l'extrême gauche des années 1970, le Parti socialiste. Au Luxembourg, l'unanimité euro-béat a atteint les dimensions les plus grotesques avec l'engagement sans faille de tous les partis parlementaires pour le Oui, ainsi que l'appui du Grand Duc Henri et de 98 des 118 maires. Le Non était incarné par des forces minoritaires sur la scène politique (La Gauche et PCL), ainsi que par des personnalités telles que l'ancien député André Hoffmann, le président du Landesverband, Nico Wennmacher, ou encore l'avocat Gaston Vogel. Dans ce contexte, l'action du Comité pour le Non a été décisive : perçu comme un comité citoyen, sans arrières pensées partisans, il a pu cristalliser une partie du vote Non dans la sympathie publique et dépasser la marginalisation des partisans du Non. L'engagement tardif de l'ADR pour le Non, trop manifestement inspiré par des considérations opportunistes, ne pèsera pas véritablement.

L'omniprésence médiatique et institutionnelle des partisans du Oui, les bénéfices que le Luxembourg retire de la place financière, ainsi que l'implantation des institutions communautaires, pouvaient faire croire à un moment à un plébiscite en faveur de la Constitution. Mais la campagne des Ouis et le texte de la Constitution se révéleront les meilleurs alliés des opposants à la Constitution. Les partisans du Oui ont d'abord voulu se contenter d'une campagne publicitaire abstraite, organisée par le Ministère des affaires étrangères, vantant les mérites de l'Union européenne et accessoirement de la Constitution. Cette campagne gouvernementale a été contrecarrée par le travail de proximité mené par le Comité pour le Non et aussi par l'importation du débat français sur la Constitution. Le mécontentement social, présent à l'état latent au Luxembourg, a ainsi pu s'extérioriser avec une virulence que les partis institutionnels n'avaient pas imaginée. Le

texte même de la Constitution était le deuxième allié des partisans du Non. Le projet de Constitution proposait essentiellement de continuer et d'aggraver les politiques européennes menées depuis deux décennies (prédominance de la technocratie dans la prise de décision, politiques économiques néolibérales, subordination de la politique étrangère et de défense sous l'OTAN). Ce choix affiché de la continuité laissait peu d'arguments aux partisans du Oui pour défendre le texte de la Constitution dès lors que le mécontentement populaire avec les politiques européennes était manifeste. Les opposants à la Constitution, par leur critique serrée du texte de la Constitution, ont réussi au fil de la campagne à imposer de plus en plus les enjeux du débat. Les partisans du Oui étaient ainsi obligés de tenir un discours largement défensif face aux tenants du Non.

Sentant le terrain se dérober sous leurs pieds après les référendums français et hollandais, les partisans du Oui ont commencé à multiplier des signes de panique à un mois environ du référendum. Le débat chaotique sur le maintien ou l'annulation du référendum, les attaques contre les partisans du Non adoptant un ton de Guerre froide ou encore les tentatives d'instrumentalisation de la Deuxième Guerre mondiale ou des guerres balkaniques témoignent de l'emballlement des partisans de la Constitution¹. La phase de panique des Ouis a été close par l'entrée en campagne de Jean-Claude Juncker et de l'appareil du CSV. La ligne politique de la campagne du Oui a été redéfinie autour d'un axe de fond nationaliste : union sacrée autour de Jean-Claude Juncker, victime de la perfidie de Tony Blair, et défense des avantages fiscaux et sociaux du Luxembourg. La question du secret bancaire, habituellement escamotée, a été montée en épingle : des opposants à la Constitution oseraient réclamer une harmonisation fiscale en Europe ! Le slogan du CSV dans la dernière ligne droite de la campagne était révélateur de cette tonalité nationaliste : « *D'Europäesch Verfassung : Gutt fir Europa, gutt fir Lëtzebuerg* ». L'un des points clés des brochures du CSV devant l'argument (partiellement vrai et partielle-

La ligne politique de la campagne du Oui a été redéfinie autour d'un axe de fond nationaliste : union sacrée autour de Jean-Claude Juncker, victime de la perfidie de Tony Blair, et défense des avantages fiscaux et sociaux du Luxembourg.

ment fallacieux) que la Constitution garantit une Europe faible qui laisse aux Etats nationaux la compétence des politiques sociales et fiscales.

Le relatif succès de la mobilisation du CSV a été attesté par les sondages menés avant le vote : 68 % des partisans du Oui déclaraient s'être avant tout déterminés par rapport à la place du Luxembourg dans l'Europe et 88 % d'entre eux pensaient que le vote Oui renforcerait la position du Luxembourg dans l'Europe. 71 % des partisans du Non déclaraient en revanche s'être déterminés par rapport au texte de la Constitution (sondage ILReS du 7 juillet). La prédominance des intérêts nationaux est confirmée par le sondage Eurobaromètre mené après le vote : 91 % des électeurs du Oui pensent que les intérêts du Luxembourg sont renforcés par l'issue du scrutin, alors que le taux se limite à 34 % chez les partisans du Non (sondage du 18 juillet). A l'inverse des réajustements successifs de la campagne du Oui, la campagne du Comité pour le Non a été marquée par une grande continuité dans les thématiques développées. Une plus grande réactivité face aux inflexions de la campagne du Oui aurait sans doute été nécessaire. A la différence de la France, et dans une moindre mesure des Pays-Bas, l'absence d'un appareil, ou d'un bout d'appareil, politique ou syndical dans le camp du Non a empêché un déploiement plus conséquent des partisans du Non.

Un vote social

Les résultats du référendum montrent une forte coloration sociale du vote. Le lien entre la position de classe et le vote sur la Constitution est évident. Le vote Oui est particulièrement massif dans les zones où les prix de l'immobilier atteignent des niveaux record : dans la ville de Luxembourg et dans la « ceinture de graisse » qui l'entoure (Strassen, Mamer, Hesperange). Les agglomérations ouvrières du Sud, confrontées aux effets du dumping social et de la « concurrence libre et non faussée », ont par contre majoritairement voté contre la Constitution : Esch-sur-Alzette, Differdange, Schifflange, Rumelange, Pétange, Kayl et Sanem. Autre indice de ce vote de classe : les scores du Oui sont moins élevés dans les régions rurales du Nord qu'au Centre. La présence de populations paupérisées ou à bas salaires y est plus forte que dans la ville de Luxembourg. Au lieu de reconnaître cette détermination sociale du vote, certains journalistes, surtout dans la presse audiovisuelle, ont préféré avancer, dans un premier temps, la thèse de la xénophobie supposée des partisans du Non comme élément clef d'explication. Si les habitants d'Esch-sur-Alzette ont voté Non c'est parce qu'ils seraient plus xénophobes que les habitants de Strassen ! La xénophobie, le racisme, la peur, le refus de la modernité animeraient les électeurs du Non, tandis que les électeurs du Oui auraient le monopole de la grandeur d'âme, de l'intelligence et de l'esprit démocratique... Ce discours et son

racisme de classe sous-jacent (ouvriers = abrutis = xénophobes) ont été invalidés par l'enquête menée pour la Commission européenne après le référendum : 37 % des électeurs du Non invoquent le risque d'effets négatifs de la Constitution sur la situation de l'emploi, 23 % critiquent la mauvaise situation économique et 22 % pensent que l'Europe sociale n'est pas suffisamment développée. Seulement 17 % évoquent l'opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne pour expliquer leur vote (sondage Eurobaromètre du 18 juillet). La base sociale traditionnelle de la gauche politique et syndicale a fourni le socle du Non (49 % des sympathisants socialistes et verts, 86 % des sympathisants de La Gauche ont voté Non).

Le caractère massif du Non en France et aux Pays-Bas a été le résultat du glissement d'une partie significative des classes moyennes et des couches supérieures du salariat dans le camp du Non. Alors qu'en France, les classes moyennes avaient encore largement soutenu le traité de Maastricht en 1992, la situation a été différente pour la Constitution où seuls les diplômés du supérieur étaient majoritairement favorables au texte constitutionnel. Les politiques néolibérales, avec leur lot de privatisations, de déréglementation et d'accroissement de la concurrence, ont changé la donne parmi les classes moyennes. Au Luxembourg, ces mêmes classes moyennes et couches salariales supérieures, employées en grande partie dans la fonction publique ou le secteur financier, bénéficient en revanche encore d'un niveau de vie appréciable. Le CSV, le DP et, de plus en plus, Les Verts peuvent s'appuyer sur un noyau d'acteurs sociaux (hauts fonctionnaires, employés supérieurs des banques, professions libérales) à qui le « modèle luxembourgeois » offre encore des formes de stabilité, alors que la précarité et le chômage s'étendent aux marges de la société. Le résultat du référendum montre que ces couches sociales sont toujours réceptives dans leur majorité au discours néolibéral et au nationalisme économique (le Luxembourg comme « gagnant » des délocalisations). La prochaine vague de réformes libérales, avec l'allongement programmé de la durée de cotisation pour les retraites, la réduction de la sécurité sociale et les privatisations de services publics, vont sans doute entraîner une vision plus lucide des politiques néolibérales. Dans tous les cas de figure, le référendum sur la Constitution montre une érosion sérieuse de l'hégémonie néolibérale dans un pays que la presse internationale considère comme « l'enfant gâté » de l'Europe².

La question des alternatives

Les Ouistes accusent fréquemment les partisans du Non de ne pas proposer d'alternative politique crédible à la Constitution européenne. Cela est une accusation injuste. D'une part, la domination écrasante du néolibéralisme depuis plus de deux décennies, selon le principe TINA – *There-*

Les résultats du référendum montrent une forte coloration sociale du vote. Le lien entre la position de classe et le vote sur la Constitution est évident.

is-no-alternative, rend difficile la discussion dans l'espace public de modèles alternatifs. D'autre part, des propositions et revendications concrètes existent qui permettraient de construire une Europe basée sur l'emploi et la solidarité³. L'actualité européenne des derniers mois démontre aussi que les Non français et néerlandais ont déjà produit des résultats positifs : le rejet de la proposition de la Commission européenne de lever l'interdiction des OGM, le rejet de la proposition de la Commission sur le brevetage des logiciels, mais aussi la clarification sur le financement des Services d'intérêt économique général qui fait échapper les hôpitaux et les logements sociaux au droit européen de la concurrence. Le modèle néolibéral de marchandisation de toutes les relations sociales est entré dans une crise tout à fait réelle, qui est à la fois révélée et accentuée par la faillite de la Constitution.

La crise du modèle néolibéral se double d'une crise de la représentation politique. Les campagnes référendaires au Luxembourg, en France et aux Pays-Bas ont démontré la vacuité politique et sociale des forces qui impulsent les politiques néolibérales : les acteurs sociaux traditionnels – partis, confédérations syndicales, associations patronales – n'ont pas été capables de produire l'acquiescement des populations. Face à cet effondrement de la représentation, il appartient maintenant aux protagonistes politiques et sociaux de la campagne du Non de continuer la mobilisation sur la question de l'Europe et d'ouvrir un vaste chantier

de réflexion sur les alternatives à l'Europe néolibérale. Il va de soi que ce travail ne pourra se limiter à l'échelle étriquée du Luxembourg. Le contact avec d'autres forces de progrès à l'échelle européenne sera déterminant. Le Forum social européen en Grèce l'an prochain et les échéances de mobilisation à venir contre les directives libérales de la Commission européenne devront être les premières étapes de cette bataille.

¹ La mise sur orbite de l'« Appel des 66 » pour le Oui a été plus habile. Signé par des représentants du monde patronal, des intellectuels organiques de l'Etat luxembourgeois, ainsi que par quelques protagonistes de la gauche et d'une « société civile » composée d'associations professionnalisées et financées par l'Etat, son but était d'intégrer de nouvelles couches et de nouveaux représentants de la société dans la bataille référendaire.

² « Dans un pays réputé europhile, qui doit beaucoup à l'Europe, 43,48 % des électeurs ont marqué leur défiance et, même parmi ceux qui se sont décidés à voter Oui, l'incompréhension s'est exprimée, et des craintes face à un élargissement non maîtrisé. Jamais dans le Grand-Duché de tels doutes sur l'avenir de l'UE n'avaient été ainsi exposés. » (Le Figaro, 11 juillet 2005). « Das Ergebnis vom Sonntag kann allerdings nicht darüber hinwegtäuschen, dass selbst im traditionell europafreundlichen Luxemburg längst nicht alle überzeugt werden konnten. » (Neue Zürcher Zeitung, 11 juillet 2005). « Opponents of the constitution are likely to point out that support in Luxembourg, at just 57 per cent, shows plummeting confidence in the EU even in the Union's most famously pro-federalist country, where support for further integration used to run at over 80 per cent. » (The Times, 11 juillet 2005).

³ Citons à titre d'exemple des travaux réalisés par des intellectuels critiques ou des cercles de réflexion comme la Fondation Copernic en France : Yves Salesse, *Manifeste pour une autre Europe*, Paris, Le Félin, 2004 ; Bernard Westphal, *Sauver l'Europe*. Oser dire NON à la Constitution européenne, Bruxelles, Editions Luc Pire, 2005 ; Fondation Copernic, *Europe : une alternative*, Paris, Syllepse, 2003.